

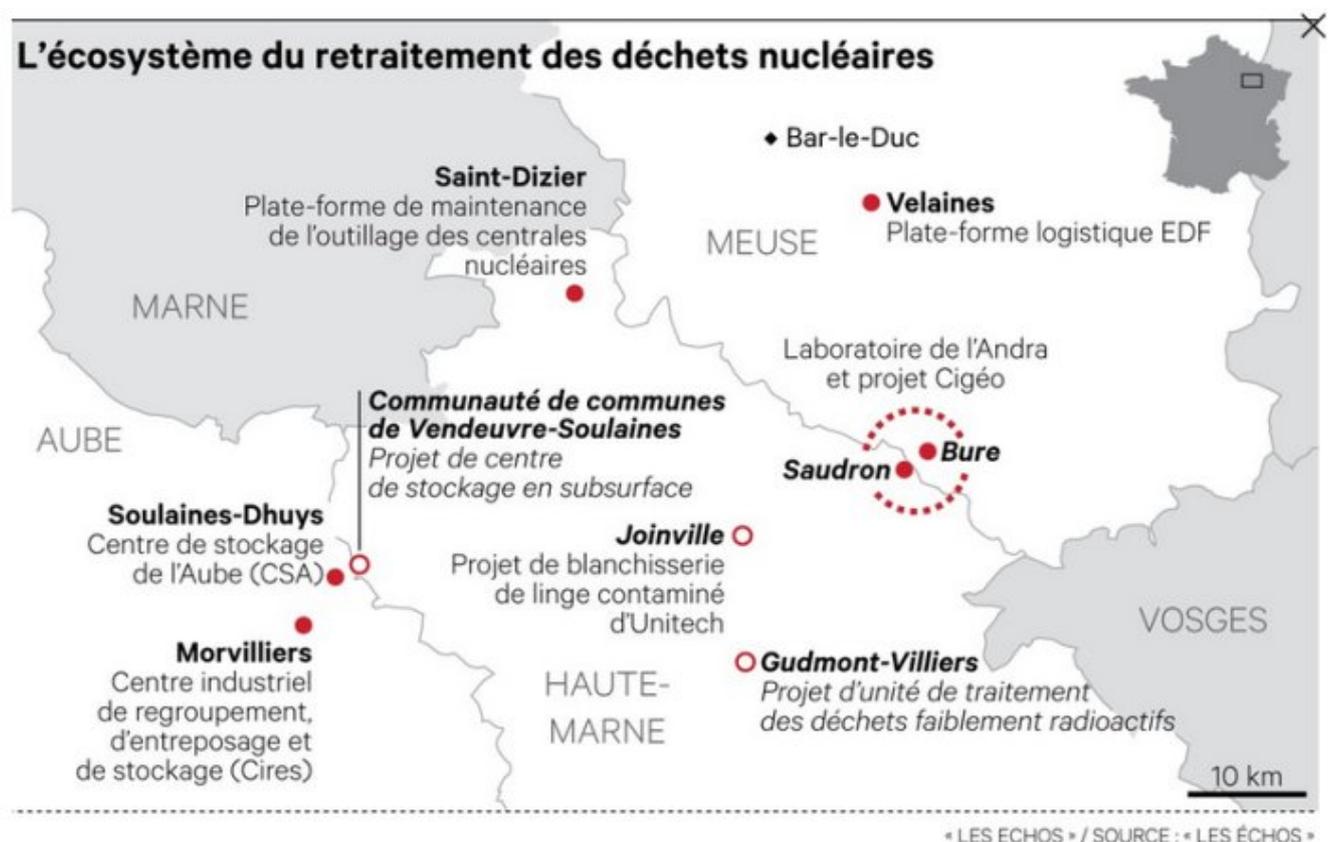
Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-industrie-des-dechets-nucleaire-essaime-dans-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'industrie des déchets nucléaire essaime dans l'Aube et en Haute-Marne**

19 décembre 2017

L'industrie des déchets nucléaire essaime dans l'Aube et en Haute-Marne

[Pascale Braun](#) Le 19/12 à 14:57 Mis à jour à 15:04



L'industrie des déchets nucléaire essaime dans l'Aube et en Haute-Marne

L'Andra envisage la construction d'un troisième site de stockage dans l'Aube. Des groupes industriels lancent en Haute-Marne des projets parfois

contestés.

Si le projet Cigéo focalise l'attention, c'est aujourd'hui dans le département voisin de l'Aube, à une soixantaine de kilomètres de Bure, que l'Andra regroupe ses seuls sites de stockage de France, hors La Hague. Dans la toute petite intercommunalité de Vendevre-Soulaines, créée de fraîche date, cinq villages concentrent 645.000 mètres cubes de déchets de moyenne, faible et très faible activité et proposent à l'industrie nucléaire une capacité globale de 1,6 million de mètres cubes.

Le Centre de stockage de l'Aube (CSA) et le Centre industriel de regroupement, d'entreposage et de stockage (Cires) emploient 100 salariés de l'Andra et autant de prestataires, auxquels s'ajoutent une quarantaine de salariés du groupe Daher. La filiale d'EADS détient à Epothémont un centre de [tri](#) dédié au Cires. Ouvert depuis 2012, ce site entrepose des déchets provenant essentiellement des opérations de maintenance des centrales nucléaires, mais aussi d'autres filières industrielles ou médicales. Mi-2016, un investissement de 10 millions d'euros a permis d'y implanter un atelier de tri-traitement de déchets solides et liquides ne provenant pas de l'industrie nucléaire.

Investigations géologiques

Créé voici vingt-cinq ans entre Soulaines-Dhuys, Epothémont et La Ville-aux-Bois, le CSA constitue quant à lui une installation nucléaire de base où sont déjà entreposés 320.000 mètres cubes de déchets de faible et moyenne activité à vie courte, pour une capacité d'un million de tonnes. L'Andra a par ailleurs engagé les investigations géologiques préalables à l'implantation, envisagée dans une quinzaine d'années, d'un troisième site qui stockerait les déchets à faible activité vie longue à 20 mètres de profondeur. « *Cette installation complèterait nos solutions de gestion dans l'Aube, car c'est là que nous avons le plus avancé* », souligne Patrice Torrès.

A Soulaines, les gens se sont habitués, l'argent a fait le reste

Si l'installation du Cires n'a pas créé de remous, les opposants au nucléaire n'ont cessé de dénoncer le « mensonge d'Etat » du CSA, dont la demande d'autorisation mentionnait des déchets à vie courte (300 ans). Or, le site comporte aussi du plutonium, qui reste faiblement radioactif durant 24.000 ans. De même, le CSA émet des rejets liquides et gazeux qui ne figuraient pas dans la présentation initiale du projet. « *Les valeurs de ces rejets restent bien inférieures aux seuils autorisés et leur déclaration n'était pas imposée par la législation de la fin des années 1980. Mais la communication maladroite de l'époque a créé de l'incompréhension* », admet Patrice Torres, directeur des opérations industrielles de l'Andra et directeur des sites de l'Andra dans l'Aube depuis neuf ans.

L'Andra assure avoir créé la confiance parmi les élus aubois. Une région où l'activité économique manque cruellement. « *Ce n'est pas un hasard si ce type de projets atterrit toujours dans des villages de moins de 100 habitants. A Soulaines, les gens se sont habitués, l'argent a fait le reste* », affirme Jacques Leray, ancien maire de Beurville, porte-parole du Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs de Haute-Marne et membre du collectif d'élus opposants Eodra.

Projet Bison

Partagés entre l'espoir d'implantations nouvelles et la crainte de voir s'amplifier sur leur territoire la contestation radicale de Bure, les institutions économiques de Haute-Marne communiquent peu sur les projets de recyclage qu'y portent de grands groupes. Près de Joinville, Unitech a annoncé en 2016 l'implantation d'une laverie industrielle de textiles contaminés. Mais le groupe américain, qui

prévoyait un investissement de 12 millions d'euros et 40 créations d'emploi, a pris du retard. Sa demande d'installation classée pour l'environnement (ICPE) reste en suspens.

Dans cette même communauté de communes, à Gudmont-Villiers, le groupe mondial Derichebourg a renoncé cet été à implanter une Base intermédiaire de services opérationnels nucléaires, dite « projet Bison ». Cette unité de tri, traitement et conditionnement de déchets radioactifs de faible et très faible activité n'a pas trouvé de nouveau point de chute. L'association « Gudmont dit non » voit dans ce retrait un premier succès.

Pascale Braun

Correspondante à Nancy